







	<b>Activités à venir</b>	Cas de force majeure .....	1	<b>Dans ce numéro</b>
	<b>Activités des membres</b>	Toujours en action.....	1	
		Rester connectés.....	2	
	<b>Cotisation</b>	Un Conseil en virtuel.....	3	
		Nos étudiantes en pandémie.....	4	
	<b>Nos partenaires</b>	Le contentieux.....	4	
	<b>Dans l'actualité</b>	À quoi s'affaire la GWI.....	6	
		Les 6 résolutions de la Fédération.	7	
		Veille médiatique.....	8	

## Activité à venir

### Cas de force majeure

France Rémillard (FR)

Vous l'aurez deviné, le voyage-bénéfice a dû être annulé. Nos sorties impliquant des regroupements de personnes, elles devenaient inconcevables en contexte de confinement. Les organismes culturels vivent aussi le huis clos. Les organisatrices ont dû renoncer à l'élaboration de cette activité annuelle. Elles demeurent malgré tout en mode solution et examinent d'autres avenues de financement pour leurs fonds. Nous perdrons toutefois les bénéfiques des contacts interpersonnels que procurait ce rassemblement annuel devenu traditionnel. Donc, nous verrons à rétablir nos communications en vis-à-vis le moment venu.

### Toujours en action

FR

Les administratrices d'AFDU-Québec ont poursuivi leurs activités et tenu deux séances en virtuel depuis le début de la période de confinement. Il faut dire que ce mode de rencontre avait déjà été implanté et les administratrices y voyaient un gain de temps appréciable. Nous maintiendrons nos habitudes dans ce sens.

# Activités des membres

## Rester connectés

Vivian Carter

*Rester connectés en ces temps de Covid-19* : voilà le thème du webinaire offert par la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités (FCFDU) auquel j'ai participé le 17 avril dernier. La présentation PowerPoint préparée par Rachel Deneault nous encourage à utiliser diverses formules pour des réunions, des sondages et des votes en ligne ou par téléphone (pour celles n'ayant pas accès à Internet).

Les réunions devant caméra utilisant le réseau Internet nous permettent de voir nos correspondants. Elles ont l'avantage d'éliminer virtuellement la distance entre les participants sachant que la communication entre personnes est à 70 % non verbale.

Le webinaire s'est justement tenu en virtuel avec caméra grâce à l'application ZOOM, une application facilement accessible. Un tutoriel d'utilisation est intégré à la présentation PowerPoint et la Fédération offre également de l'aide pour organiser une rencontre professionnelle en virtuel. Parmi les avantages qu'offre cette application, figure la possibilité de joindre plusieurs participants, de tenir gratuitement des communications allant jusqu'à 40 minutes, de partager son écran et des présentations PowerPoint de même que d'enregistrer la séance.

D'autres moyens sont accessibles selon les besoins, comme Skype (que l'AFDU-Québec utilise déjà pour ses séances), Microsoft Teams, GoTo Meeting, Webex Meeting ou Pragmatic (au téléphone).

Soyons créatifs, nous dit madame Deneault. Ayons recours à nos réseaux sociaux pour partager des articles ou des discussions. Profitons de formations en ligne, visites aux musées, zoos, parcs ou encore séances de conditionnement physique. Pourquoi ne pas, tant qu'à y être, tenir un 5 à 7 sur Netflix Party ?

Enfin, je rappelle que de l'aide est offerte à la Fédération pour l'exploration de ces applications.

Bonne réunion en virtuel ! **Ça va bien aller !**

## **Un Conseil en virtuel**

FR

Pour une première fois, dimanche 26 avril dernier, s'est tenue en virtuel le Conseil provincial, regroupant les 6 associations québécoises. Le programme traditionnel a toutefois dû être concentré sur une demi-journée. Pour y arriver, nous avons dû à regret annuler notre conférencière, Michèle Audette. La présentation des rapports des présidentes figure toujours à l'ordre du jour de ces réunions. Ces rapports qui permettent de constater le travail impressionnant et très stimulant qu'accomplit chacune de nos associations. D'une façon générale, ce qui est ressorti de l'ensemble des présentations c'est bien évidemment l'impact de cette crise sur toutes les associations. Toutes sont touchées de plein fouet dans leur financement et dans leur capacité de socialiser avec leurs membres.

J'ai été émue par l'initiative de cette association qui, tenant compte du fait que ses membres se situaient dans la tranche d'âge pour laquelle le risque de contamination avec complications est élevé et des membres qui pour la grande majorité vivent seules, une chaîne téléphonique a été organisée pour prendre des nouvelles et vérifier si leurs membres avaient des besoins de services particuliers.

Comme à chaque séance depuis quelques années, il a encore une fois été question de la cotisation et de notre dette envers l'association internationale (GWI). Certaines associations canadiennes demandent une désaffiliation. Cette question sera abordée plus en détail dans un article de Debbie Stowe dans la chronique Cotisation. Autre point digne de mention, une motion a été votée pour la création d'un comité chargé de réfléchir à des stratégies visant à assurer la survie de nos associations en situation de pandémie. On requiert la participation d'une membre par association. Debbie Stowe s'est portée volontaire pour siéger à ce comité pour l'AFDU-Québec.

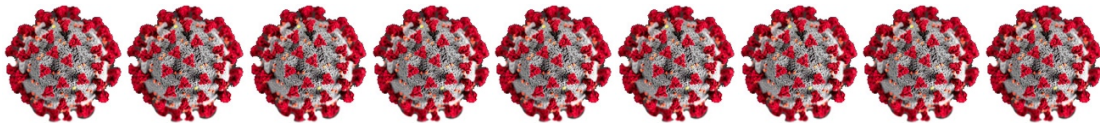
Le prochain conseil provincial sera également tenu en virtuel et il est inscrit au calendrier pour le 17 octobre. Ce n'est qu'au printemps 2021 qu'on prévoit une rencontre en vis-à-vis.

## **Nos étudiantes en pandémie**

FR

Rappelons que des lettres avaient été envoyées par AFDU-Québec le 30 mars dernier, aux deux paliers du gouvernement, pour qu'une aide soit consentie à nos étudiantes et nos étudiants pris dans la tourmente de la pandémie :  
<http://www.afdu.ulaval.ca/doc/LettreEtudiantsCOVID19fed.pdf>  
<http://www.afdu.ulaval.ca/doc/LettreEtudiantsCovid19prov.pdf>

Même si nous ne pouvons nous en attribuer entièrement le résultat \_ plusieurs groupes ont dû participer à l'effort de conscientisation\_ nous sommes rassurées de constater que nos appels ont été entendus et que celles et ceux qui se trouveraient en difficulté pourront compter sur des soutiens financiers de la part du gouvernement canadien.



## Cotisation

### Le contentieux

Debra Christiensen Stowe

#### *Contexte*

Comme vous le savez, la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités (FCFDU) est le plus grand groupe national du Graduate Women International (GWI). Pour cette raison, notre contribution représente 55 % des revenus de l'organisation. De nombreuses associations à travers le pays estiment qu'une trop grande partie de leurs cotisations (environ 30 dollars canadiens par membre individuel) soutient la GWI. Elles préféreraient se concentrer sur la défense des droits et les questions relatives à leur communauté. Les motions visant à supprimer l'exigence constitutionnelle d'adhésion de la FCFDU à la GWI ont échoué lors des assemblées générales annuelles (AGA) nationales de 2016 et 2017. Lors de l'AGA 2018, une motion financière qui aurait donné aux membres individuels la possibilité de soutenir sur une base volontaire à la GWI a également échoué. La FCFDU n'avait plus les revenus ni le soutien des membres pour remplir ses obligations financières envers l'organisation internationale.

Un autre point qu'il est important de partager avec vos membres est que le conseil d'administration de GWI 2016-19 s'est engagé dans un budget d'austérité strict pour contenir leurs dépenses. Il a pris des mesures pour s'assurer un équilibre budgétaire. Cette stratégie s'est poursuivie et a réussi à stabiliser l'organisation.

Lorsque la FCFDU a entamé une négociation avec la GWI en 2018, l'un des principaux objectifs était de gérer l'obligation de la FCFDU de payer les cotisations impayées à la GWI. Outre cet objectif très important, le processus a facilité la mise en place de façons de faire visant à garantir une collaboration ouverte et permanente entre la FCFDU et la GWI. Il s'agit de nouvelles initiatives qui se développeront pleinement au fil du temps, mais qui font progresser une relation de travail « pratique » ce qu'une réunion triennale en assemblée générale ne permet pas d'accomplir.

Les demandes visaient également à garantir que la participation de la FCFDU à la GWI soit significative dans le contexte des priorités de la FCFDU. Les deux organisations célébrant des étapes importantes de leur centenaire, le moment était idéal pour réinitialiser et moderniser la façon dont la FCFDU et la GWI travaillent ensemble. Toutes les organisations doivent croître et évoluer au fil du temps.

#### *Question en suspens*

Ce que le protocole d'accord de juillet 2019 entre la FCFDU et la GWI n'a pas fait, c'est de résoudre les positions au sein de la FCFDU concernant le maintien de l'adhésion à la GWI. Les motions ont été présentées lors des assemblées générales annuelles de la FCFDU. Toutefois de nombreuses membres de la FCFDU ont été insatisfaites ou même frustrées du résultat. Il s'agit d'une question bien trop importante pour qu'elle soit laissée sans réponse, les parties de chaque côté du débat se sentant ignorées ou les questions en suspens étant laissées sans réponse.

#### *Pour en venir à bout*

Le 16 avril dernier, le bureau national a lancé un appel de candidatures pour la création d'un groupe de travail sur la médiation. Ce groupe sera dirigé par Rebecca Bromwich, médiatrice professionnelle et professeur de droit à l'université de Carleton. Douze membres individuels des associations de la FCFDU de tout le pays ont été sélectionnés pour faire partie de ce groupe. Il devrait faire des recommandations ou des options pour résoudre les conflits internes à la FCFDU entourant l'adhésion de la FCFDU à la GWI. Le groupe produira un rapport de médiation pour le Conseil d'administration de la FCFDU d'ici la fin mai 2020.

#### *Séance d'information :*

Le jeudi 30 avril se tenait une séance virtuelle via l'application Zoom (invitation qui a déjà été transmise à nos membres). L'objectif de la réunion était de :

- fournir des informations relatives à la relation historique entre la FCFDU et la GWI et en particulier aux questions financières qui ont été une préoccupation des Clubs ;

- informer les membres sur la composition du groupe de travail de médiation et préciser son mandat ;
- donner aux Clubs la possibilité de poser des questions sur le contenu présenté ou de demander des informations complémentaires à ce sujet ;
- offrir une séance à micro ouvert pour que les membres puissent exprimer leurs points de vue ou faire des commentaires.

## Nos partenaires

À quoi s'affairent notre fédération canadienne et notre association internationale GWI ? Afin de mieux comprendre l'usage de nos cotisations, il importe que nos membres soient informés du travail que mènent nos partenaires. C'est le but de cette chronique.

### À quoi se consacre la GWI

Danielle V. Gagnon



Graduate Women International (GWI) ou Fédération internationale des femmes diplômées des universités est une organisation non gouvernementale mondiale qui a fêté ses 100 ans en 2019. La GWI entretient des relations officielles avec l'UNESCO, l'OIT et d'autres organisations internationales liées à sa mission, et siège à Genève.

Le Canada, comme 59 autres pays (15 000 membres), est membre de cette fédération internationale de femmes qui travaille pour le changement. L'AFDU-Québec, membre des fédérations provinciale et nationale des femmes diplômées œuvre à l'atteinte des mêmes buts.

La mission de la fédération internationale est « d'autonomiser les femmes et les filles grâce à l'éducation permanente pour le leadership, la prise de décision et la paix ». Dans le cadre de cette mission, la GWI se doit de :

- représenter et défendre les points de vue des femmes diplômées dans les forums internationaux ;

- permettre aux femmes diplômées d'utiliser leur expertise pour effectuer des changements à tous les niveaux ;
- fournir une approche multidisciplinaire des problèmes ; et
- promouvoir la coopération, le réseautage, le soutien et la compréhension entre les femmes diplômées.

Parmi les divers projets communautaires soutenus par la GWI et offerts par les membres, mentionnons :

- les programmes d'alphabétisation, de littératie financière et de formation professionnelle ;
- le mentorat et les ateliers pour promouvoir les compétences et l'apprentissage des filles et des femmes ;
- les programmes de promotion des femmes au plus haut niveau ; et
- les campagnes pour sensibiliser les femmes à leurs droits.

De plus, la GWI intervient dans de multiples domaines, ainsi : la fédération offre un plaidoyer, une voix mondiale aux femmes diplômées travaillant à l'adoption et à la mise en œuvre d'accords internationaux pour la protection et le bénéfice des filles et des femmes ; la GWI est représentée aux Nations Unies dans 4 centres clés (New York, Genève, Paris et Vienne) ; la fédération intervient sur le plan des outils juridiques et des conventions qui sont pertinents à la promotion de l'éducation et des droits des femmes ; la GWI présente des documents de position politique et fait des recommandations aux décideurs politiques et autres parties prenantes sur les questions de l'éducation et des droits de la personne.

Le 25 mars dernier, la GWI est intervenue auprès de ses membres pour rappeler qu'en période de crise mondiale, la pandémie de covid-19, les inégalités sociales et l'injustice sont aggravées et que les filles et les femmes risquent d'être encore plus affectées. La fédération souligne la vigilance et la solidarité nécessaires malgré les contraintes posées par le confinement et les défis économiques.

## Les 6 résolutions de la Fédération

FR



Notre Fédération canadienne s’apprête à déposer 6 résolutions. Chacune, appuyée par un argumentaire solide et bien documenté, appelle à des actions ciblées.

En voici la liste :

1. Loi canadienne sur la santé et l’application commune des services médicalement nécessaires
2. Prêts sur le salaire
3. Réaliser les appels à l’action de la Commission de vérité et réconciliation
4. Urgence climatique : déclarations et plans d’intervention
5. Protéger les enfants de l’exposition et de l’accès à la pornographie et à la violence sexuelle sur Internet
6. Application de la loi sur la protection des communautés et des personnes exploitées

Ces résolutions ne sont pas encore approuvées. Elles nous sont parvenues pour suggestions d’amendements. Leur adoption se fera au Conseil national, les 19 et 20 juin 2020. Les administratrices d’AFDU-Québec les étudient actuellement et en discuteront lors d’une séance spéciale le 11 mai prochain.

Force est de constater qu’elles s’éloignent de notre mission principale qui est la promotion de l’éducation supérieure des filles et des femmes. Il s’agit certes de champs qui préoccupent la communauté des femmes canadiennes dans son ensemble et elles témoignent de la grande diversité des groupes partenaires de la Fédération. Certaines pourront nous toucher plus que d’autres.

## Dans l’actualité

### Veille médiatique non exhaustive

FR

#### La pandémie des femmes

Julie Tremblay, *Ici Radio-Canada*, le 6 avril 2020

Pendant la pandémie, les femmes sont au front : les « anges-gardiennes », bien sûr, mais aussi, celles des épicerie, pharmacie, organismes communautaires, services de garde d’urgence, etc. Si l’État a enfin accepté de délier les cordons de la bourse pour les premières, les autres demeurent invisibles et de ce fait ne disposent pas nécessairement toute l’aide dont elles auraient besoin. « *On nous demande de maintenir nos services considérés comme essentiels, mais on est pas considérés suffisamment essentiels pour bénéficier de l’aide essentielle pour le faire* », explique Marie Beauchesne,

8



coordonnatrice de la *Débrouille*, un centre d'hébergement pour femmes en situation de violence conjugale.

### **Violence conjugale : agir en temps de confinement**

Judith Lussier, *La Gazette des femmes*, 17 avril 2020

C'était écrit dans le ciel, le confinement obligatoire allait exacerber les demandes d'aide liées à la violence conjugale. Et pour cause, le confinement représente la stratégie de prédilection des conjoints violents. Très tôt, l'organisme SOS violence conjugale enregistrerait une augmentation de 15 % des appels à l'aide \_ et ce sans compter tous ces appels qui n'ont pu être placés à cause de l'absence d'intimité requise pour se faire. Les maisons d'hébergement spécialisées qui fonctionnaient déjà au-delà de leur capacité allaient être débordées. Heureusement, une mobilisation contre les féminicides (à laquelle AFDU-Québec avait participé) avait conscientisé les instances gouvernementales et très tôt les organismes d'accueil ont reçu des aides financières. Ainsi Elles ont reçu une aide d'urgence de 2,5 millions pour adapter les lieux aux exigences de la pandémie et pour accroître leur capacité d'accueil..

N.D.L.R. Un des périodiques les plus pertinents pour notre veille médiatique est la *Gazette des femmes*. Je ne résume ici qu'un seul article, mais elle mérite d'être lue dans son intégralité. Publiée mensuellement elle est accessible gratuitement en ligne ; <https://gazettedesfemmes.ca/>

### **Vive les vieux**

Stéphane Laporte, *La Presse*, 18 avril 2020

Il est des textes tellement lumineux qu'on voudrait les mémoriser pour pouvoir le citer en tout ou en partie. C'est le cas de celui-ci. L'auteur à coup de sentences indéniables nous remet devant notre condition de mortel, une condition que nous tentons d'oublier, mais qui est durement d'actualité dans le contexte où ce sont majoritairement des vieux qui sont favorisés comme lieu de prolifération pour ce méchant virus. En fait, ce que vivent les gens âgés actuellement c'est ce que tous nous vivrons s'il nous est donné d'exister suffisamment longtemps. À lire et à relire : <https://www.lapresse.ca/covid-19/202004/18/01-5269911-vive-les-vieux.php>



Maria et les enfants : tendre rassemblement intergénérationnel, un plaisir proscrit en temps de pandémie de coronavirus (photo : F. Rémillard)

### **Le virus de l'âgisme**

Stéphane Baillargeon, *Le devoir*, 20 avril 2020

À raison, le journaliste s'insurge contre le mot-clic *#boomer-remover* (traduction de hashtag, le mot-clic est d'usage courant sur Twitter et Facebook et Instagram où il sert à codifier le texte qui l'accompagne). Celui-ci, qu'on pourrait traduire par *vireur de vieux*, désigne le virus qui actuellement ébranle nos sociétés et qui a pour cible de prédilection la tranche d'âge supérieure de la population. Utilisé par des millénariaux surtout, il témoigne de l'âgisme ambiant et il est indicateur d'une discrimination systémique envers certaines tranches de la population. Heureusement, au Québec nous avons quelques porte-voix pour dénoncer ce glissement et Judith Gagnon, présidente de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées en est une. Madame Gagnon s'indigne de l'inaction généralisée qui sévit de longue date dans le traitement du vieillissement de la population et qui justifie le taux élevé de mortalité causé par ce virus *vireur de vieux*.

### **Le Québec malade de ses aînés**

Guilhème Pérodeau, *Le devoir*, 20 avril 2020

Même indignation de ce gérontologue, dans la chronique *Libre opinion* qui écrit qu'il aura fallu une crise de l'ampleur de celle que nous vivons pour qu'enfin la société fasse les constats qui s'imposent : le sous-financement des services aux personnes âgées est chronique et en plus les investissements sont mal orientés. L'expert souligne l'approche hospitalo-centriste avec chirurgies de pointe qui caractérise nos choix sociétaux en matière de santé. Pourtant ce que les boomers veulent pour leur fin de vie c'est de maintenir leur autonomie le plus longtemps possible et pour cela il faut plus de services à domicile. Les boomers veulent également l'accès à des soins palliatifs à l'heure du grand départ et ceux-là aussi sont sous-développés.

### **Adoucir le confinement à sa façon**

Collectif, *Le devoir*, 20 avril 2020

Quelques journalistes font état d'initiatives originales développées dans le contexte de pandémie qui sévit actuellement. Elles sont nombreuses et en voici deux.

Bien que fermée, la Grande Bibliothèque ouvre ses portes aux itinérants. En effet, tous les jours de la semaine entre 10 h 30 et 17 h des chaises longues sont mises à leur disposition et ils ont accès aux salles de bain. Cette offre palie à la fermeture des lieux publics où les sans-abri peuvent habituellement trouver refuge.

L'autre initiative relevée est celle de Kevin Péloquin enseignant de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> secondaire. Celui-ci avait élaboré un programme d'enquête historique pour ses élèves qui devaient concevoir, sur le terrain de la Grèce antique, des visites guidées pour leurs collègues. Comme le voyage est tombé à l'eau à cause de la pandémie, le professeur a trouvé un palliatif susceptible de remotiver sa cohorte découragée : un jeu vidéo mis au point par la firme Ubisoft et développé à Montréal : *Assassin's creed: Odyssey*, un jeu de rôles et d'action qui se déploie virtuellement dans la Grèce de Socrate. Les élèves devront remettre leur visite guidée pour pouvoir jouer et devront ensuite enregistrer les lieux qui ont été objets de leurs travaux de recherche. L'accès gratuit pour les jeunes a été concédé à l'enseignant par Ubisoft.

### **Les étudiants auront droit à une aide canadienne d'urgence**

Catherine Charron, *Les affaires*, 22 avril 2020

En plus du programme de bonification des bourses et de celui des bourses pour bénévolat, le gouvernement fédéral vient d'annoncer la création de 76 000 nouveaux emplois s'ajoutant à ceux déjà existants dans Emplois d'été Canada de même qu'une prestation mensuelle d'urgence pour les étudiants de niveau post secondaire de 1 250 \$ pendant les 4 mois d'été. Voilà qui devrait stabiliser la situation de ces personnes. Pourtant, des voix s'élèvent pour prédire une pénurie de main d'œuvre étudiante générée par ces prestations.

## Être mère ou ne pas être mère

Natalia Wysocka, *Le Devoir*, 25 et 26 avril 2020

Probablement pas des lectures à offrir à la fête des mères : ce roman et cet essai explorent la question que toute femme devrait être en droit de se poser : mère, être ou ne pas être ? Le roman de Sheila Heti, *La mère en moi*, est autobiographique et explore de façon rationnelle et juste l'intérêt de l'autrice et son désintérêt face à la maternité. L'essai d'Orna Donath, *Le regret d'être mère*, donne la parole à 23 femmes qui toute leur vie ont déploré leur maternité. Le sujet encore tabou met en lumière que devenir mère n'est pas un choix quand il est dicté par la société.

En terminant, voici un hyperlien pour nous faire du bien :

[https://www.youtube.com/watch?v=BKezUd\\_xw20](https://www.youtube.com/watch?v=BKezUd_xw20)

